

L'envers de la « ville aymara ». Migration rurale, mobilité intra- urbaine et mobilisations politiques à El Alto (Bolivie)

Franck POUPEAU

UMR 7217, CSU-CRESPPA, CNRS/Université de Paris 8, 59-61 rue Pouchet, 75017 Paris
e-mail : franck.poupeau@cresppa.cnrs.fr

Résumé – L'entrée en politique du monde rural en Bolivie est souvent analysée au prisme de la ville de El Alto, incarnation de la « ville rebelle », qui serait peuplée de migrants issus des communautés aymaras de l'Altiplano. Cette vision d'un monde rural transposant en milieu urbain ses traditions de lutte et ses formes collectives d'organisation ne sert pas seulement à expliquer l'explosion démographique de la ville, mais aussi les mobilisations politiques contre la privatisation des ressources naturelles et des services de base qui y ont eu lieu. Cet article vise à questionner le schéma interprétatif de la migration rurale. L'argumentation s'appuiera sur une enquête menée à propos des inégalités d'accès à l'eau à El Alto, qui révèlent des aspirations urbaines en termes de styles de vie. Cette analyse des inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau, combinant ethnographie des quartiers populaires, cartographie des données statistiques et diffusion d'un questionnaire auprès d'un échantillon représentatif des résidents des zones périphériques, permettra de mettre en évidence l'importance des stratégies familiales d'installation dans les zones périphériques en expansion. Il s'agira de développer une perspective sociologique sur les transformations récentes de l'espace urbain, en montrant les effets des transformations morphologiques sur les rapports sociaux et, en particulier, sur les positionnements identitaires et politiques. L'enquête révèle alors l'envers de la « ville aymara » à travers l'importance des principes d'identification territoriaux, des aspirations urbaines et des mobilisations pour les services de base qu'elles sont susceptibles de générer.

Mots-clés : migration rurale, ségrégation urbaine, services urbains, inégalités, Bolivie

The other side of the “Aymara rebel city”. Rural migration, intra-urban mobility and political protest in El Alto, Bolivia

Summary – The political emergence of rural world in Bolivian politics is often analysed through the prism of El Alto, incarnation of the “rebel city”, that is supposed to be populated by migrants from Aymara communities of the Altiplano. This vision of a rural world transposing its traditions of struggle and its collective forms of organisation into an urban context is not only used to explain the demographical growth of the city, but also the emergence of political mobilisations against the privatization of natural resources and urban services. The objective of this article is to question this interpretative scheme of rural migration. The argument is based on an investigation about the unequal access to water in El Alto, that reveals urban aspirations of living. This analysis of socio-spatial inequalities of access to water, combining ethnography, cartography and statistical distribution of a questionnaire of a sample of population issues from peripheral areas, will show the importance of familial strategies of installation to access to property in those expanding zones. A sociological perspective upon recent transformations of urban space will include the study of the effects of these transformations upon social relations, political opinions and identities. This investigation will show another side of the “Aymara city”, with the importance of territorial identification and urban aspirations upon mobilisations for basic services.

Keywords: rural migration, urban segregation, urban services, inequalities, Bolivia

Classification JEL : O18, O19, O54, R23

1. Introduction

En Bolivie, depuis plus d'une décennie, les conflits socio-environnementaux ont marqué l'irruption du monde rural au sein de la politique nationale. En premier lieu, la « guerre de l'eau » de Cochabamba en 2000 a été impulsée par les *regantes*, des agriculteurs gestionnaires des systèmes d'irrigation qui ne pouvaient accepter les conditions de la privatisation de l'eau sur la concession de la municipalité. Puis, en 2003, la « guerre du gaz », à La Paz (le siège du gouvernement) et El Alto (sa périphérie populaire voisine), s'est enracinée dans les mobilisations de l'Altiplano environnant : la répression des communautés rurales a ensuite catalysé une réaction en chaîne, gagnant tour à tour le secteur minier, les étudiants et le monde intellectuel. Une seconde « guerre de l'eau » a eu lieu à El Alto en 2004-2005 lorsque la FEJUVE – une fédération des comités de voisinage qui s'était consolidée depuis les années 1970 autour de la satisfaction des demandes d'accès aux services de base des quartiers en expansion (Sandoval et Sostres, 1989) – a initié de forts blocages afin de réclamer le départ du consortium *Aguas del Illimani* de la concession de La Paz/El Alto (Laurie et Crespo, 2007).

Ces conflits ont marqué l'histoire récente du pays, par leurs effets sociaux et institutionnels : d'une part, avec le renouveau de mobilisations que les politiques de libéralisation avaient largement contribué à étouffer depuis le milieu des années 1980 (Kohl, 2004 ; Perrault, 2006) ; d'autre part, avec le renversement en 2003 du président Gonzalo Sanchez de Lozada, qui avait initié ces politiques (Poupeau, 2004). Enfin, ils ont contribué à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales deux ans plus tard, sur un programme de nationalisation des ressources naturelles (gaz, lithium, eau). L'onde de choc de ces conflits peut se lire jusque dans l'élaboration de la Nouvelle constitution politique de l'Etat plurinational de Bolivie, votée en janvier 2009, au terme de deux années de conflits et de luttes juridiques : l'élaboration d'un « droit à l'eau » s'inscrit dans une perspective de réappropriation des ressources naturelles par l'Etat bolivien et dans le soutien à une économie communautaire censée protéger les « droits de la Terre Mère (*Pachamama*) ».

Cette entrée en politique du monde rural en Bolivie est souvent perçue au prisme de la ville de El Alto, qui a joué un rôle central dans la dynamique protestataire : elle serait une « ville rebelle » (Lazar, 2008), peuplée de migrants issus des communautés aymaras de l'Altiplano, qui importerait en milieu urbain leurs traditions de lutte et leurs formes collectives d'organisation. Ce schème explicatif se trouve aussi présumé par les politiques publiques d'équipement en services de base : tout comme au tournant des années 2000, lorsque le dirigeant français du consortium *Aguas del Illimani* disait qu'il fallait que les habitants de El Alto changent leurs habitudes de consommation en eau afin de pouvoir bénéficier d'un service conséquent (Poupeau, 2008a), certains dirigeants de l'entreprise, redevenue municipale en 2007, perçoivent encore cette ville comme le refuge de paysans qui n'auraient pas de quoi vivre dans leur communauté d'origine ; s'ils ne sont pas habitués à utiliser l'eau courante, il n'est évidemment pas nécessaire de leur fournir la même qualité de services urbains dont disposent les quartiers plus favorisés. Une forme de dualisme s'enracine ainsi dans une identification des plus défavorisés au monde rural, auquel on réserve un service de second ordre, basé sur la participation communautaire et le soutien de la coopération internationale (Jaglin, 2001 ; Komives, 2001 ; Swingedow, 2001 ; Poupeau, 2008b).

Ce sont de tels schémas interprétatifs que cet article vise à questionner, en montrant que la notion d'« exode rural » ne permet pas plus d'expliquer la croissance urbaine des espaces périphériques que les effets politiques de cette croissance. L'argumentation s'appuiera sur les résultats d'une enquête menée à propos des inégalités d'accès à l'eau à El Alto, qui révèlent des aspirations urbaines en matière de styles de vie (Casabona, 1999). On s'attachera à l'accès des habitants au service de distribution d'eau et d'assainissement, qui constitue, pour reprendre les termes de Guy Meublât (2001), « un indicateur des rapports d'inégalité sociale », en raison des coûts d'équipement élevés, de la médiocre qualité du service dans les zones les plus pauvres ou des risques environnementaux. Cette analyse des inégalités socio-spatiales d'accès à l'eau, combinant ethnographie des quartiers populaires, cartographie des données statistiques et diffusion d'un questionnaire auprès d'un échantillon des populations résidentes des zones périphériques, permettra de mettre en évidence l'importance des stratégies familiales d'installation dans les zones périphériques en expansion les moins équipés en services de base, qui ne peuvent se réduire à un simple produit de la migration rurale. Tout en intégrant l'apport des approches géographiques, et tout particulièrement de l'analyse spatiale, la perspective sociologique adoptée ici montrera les effets des transformations morphologiques des espaces urbains sur les rapports sociaux et, en particulier, sur les positionnements identitaires et, partant, sur les ressorts des mobilisations politiques contemporaines. Après avoir présenté la ville de El Alto et le décalage avec les perceptions habituelles d'une « ville aymara » occupée par des migrants issus des communautés de l'Altiplano environnant, nous exposerons l'enquête menée dans les quartiers périphériques en expansion, et l'importance des stratégies familiales d'accès à la propriété dans la dynamique des modes d'identification territoriaux et des mobilisations politiques.

2. Le problème : un schème explicatif inadapté au cas de l'expansion urbaine de El Alto

2.1. Les modèles explicatifs du développement des villes andines

Les périphéries urbaines en expansion des « pays du Sud » sont très souvent analysées au prisme des dynamiques migratoires de la campagne vers la ville (Troin, 2000). Ainsi, dans la zone andine, où le taux d'urbanisation est passé de 48 % en 1960 à 72 % en 1994 (Moriconi-Ebrard, 1993), pour atteindre près de 80 % en 2008 (ONU-Habitat, 2008), l'abandon des efforts de modernisation paysanne à partir des années 1970 a produit une migration rurale d'autant plus forte que les paysans ont subi les effets des politiques d'ajustement structurel et la libéralisation des échanges du marché mondial (Bryceson, 2000). La notion d'« explosion urbaine » a permis de souligner les risques démographiques, socioéconomiques et environnementaux liés à la croissance démographique des grandes métropoles, fréquemment assimilée à la disparition accélérée des sociétés paysannes, selon un schéma ainsi résumé par Paul Bairoch (1992, p. 367) : « *rechercher les causes de l'inflation urbaine revient aussi à chercher celles de l'exode rural* ». La concentration de la population des « pays du Sud » dans les grandes villes est ainsi corrélée à l'absence de développement économique, qu'il soit industriel ou agricole.

L'école française d'analyse spatiale a reconnu, depuis les années 1970, la place importante des effets de la migration rurale, mais elle a aussi insisté sur le caractère systémique des processus d'urbanisation : chaque ville évolue selon sa logique propre, dans le cadre d'une dynamique fonctionnant à l'échelle nationale, voire régionale (Pumain, 1997 ; Dureau *et al.*, 2000). De nombreux travaux ont plus récemment révélé l'impact de plus en plus prépondérant de la croissance endogène des métropoles d'Amérique latine : « *l'idée, courante, d'un dépeuplement des campagnes ne se vérifie pas empiriquement. (...) A la fin des années 1980, certains auteurs ont émis l'hypothèse d'une certaine capacité de rétention et même d'attraction des zones rurales. Les recensements récents, réalisés depuis l'année 2000, ont globalement infirmé ce pronostic bâtif, sauf dans quelques rares pays comme l'Equateur et la Bolivie. (...) Il semble que les changements récents dans les systèmes de production agricole ont plutôt eu pour effet d'augmenter la mobilité de travailleurs agricoles qui vivent en ville ou ont une double résidence* » (Dureau *et al.*, 2006, p. 61).

Les travaux récents sur les villes d'Amérique latine convergent pour penser désormais l'extension de ces espaces périurbains en dehors du schème de la migration rurale, schème qui a été élaboré pour des étapes antérieures des transformations sociales des grandes métropoles : « *avec l'avancée du processus d'urbanisation, les migrations des campagnes vers les villes, qui dominaient depuis les années 1940 les flux internes, sont progressivement remplacées par un système migratoire plus diversifié, incluant les migrations entre villes, la migration intra-métropolitaine et l'intensification de formes de mobilité temporaire et/ou circulaire* » (Simioni et Mac Donald, 2001, p. 35), notamment à l'intérieur de l'aire métropolitaine à partir des années 1990. La croissance endogène des métropoles sud-américaines doit donc avoir des effets spécifiques sur les styles de vie et les rapports sociaux des populations qui l'habitent, remettant en cause le privilège spontanément apporté au schème de la migration rurale.

Le cas de El Alto, dont le taux de croissance démographique est resté supérieur à 5 % par an tout au long de la décennie 2000, ne manque alors d'interpeler, pour sa rapidité comme pour ses effets sociaux. Devenue bastion électoral du gouvernement d'Evo Morales au cours des années 2000, cette ville a été le théâtre d'intenses mobilisations contre la privatisation des ressources naturelles (la guerre du gaz en 2003, la guerre de l'eau en 2005), au point d'incarner le symbole de la « résistance indigène » à la globalisation libérale (Poupeau, 2008a). Elle serait ainsi la « ville aymara », où les structures politiques des communautés auraient été transposées en milieu urbain sous l'effet d'une migration rurale aussi brutale qu'accélérée : ce schème de la migration rurale est donc étendu du domaine démographique à ses effets politiques supposés.

2.2. Une ville périphérique en expansion

La ville de El Alto s'étend sur plus de 350 km² de l'Altiplano qui surplombe La Paz, le siège du gouvernement bolivien. Avec une croissance démographique de 9 % par an en moyenne depuis plus d'un demi-siècle, elle est passée de 11 000 habitants en 1950 à 865 000 en 2008, devenant la seconde ville du pays derrière Santa Cruz de la Sierra (1,5 million d'habitants), mais devant La Paz (860 000 habitants). C'est surtout au cours des années 1970-80 que El Alto a connu sa plus forte expansion, inscrivant le développement de la ville dans un « cycle complet » de croissance urbaine (accélération, apogée, ralentissement) sur une très courte période (Baby-Collin, 1998).

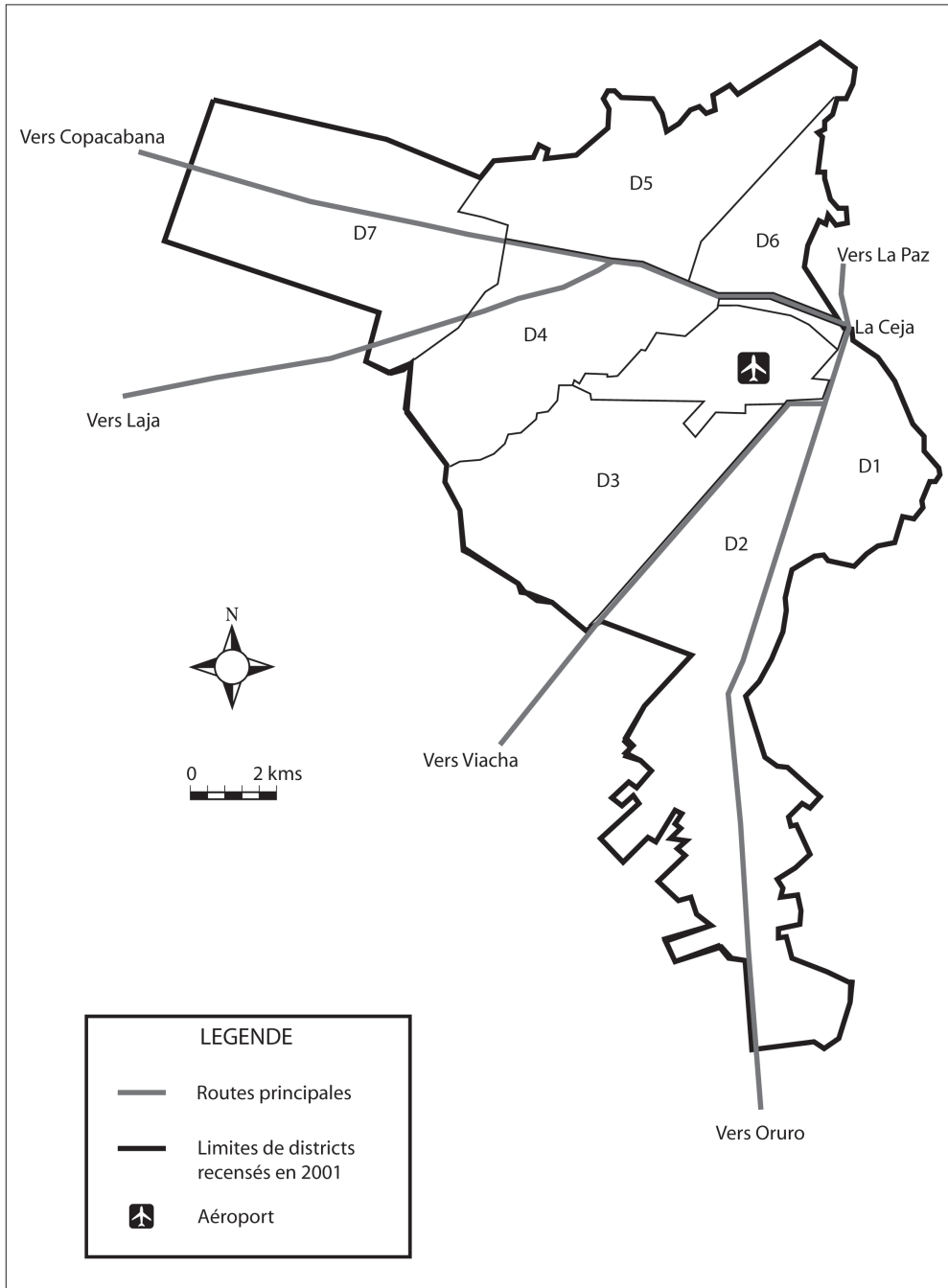
Plusieurs facteurs expliquent la croissance urbaine accélérée. La rareté des terres, découpées en parcelles individuelles, depuis la réforme agraire de 1953, insuffisantes pour assurer la reproduction familiale, et les phénomènes climatiques perturbant les récoltes ont incité une grande partie des paysans de l'Altiplano en direction de La Paz et de sa périphérie, moins chère en termes d'installation (Bascon *et al.*, 1988 ; Gordillo, 2000 ; Lavaud, 1991). Les plans successifs de restructuration des mines des régions d'Oruro et Potosi ont forcé à leur tour les mineurs licenciés à faire la même chose à partir de 1980 (Sanabria, 1993 ; Kohl, 2004). L'agglomération constituée par La Paz et El Alto a ainsi pris une place prépondérante dans les migrations rurales et interurbaines pendant la seconde moitié du XX^e siècle.

La ville de El Alto présente cependant un profil migratoire spécifique par rapport à la ville voisine de La Paz : elle en est la périphérie populaire, qui reçoit continuellement des flux de population de diverses provenances. Entre 1996 et 2001, le recensement révèle qu'elle a accueilli plus de 48 000 habitants, dont une grande majorité vient du département et de l'espace urbain de La Paz. Cette migration de proximité est aussi une migration de longue durée, essentiellement pour le travail, ce qui n'empêche pas le maintien de forts liens avec la communauté rurale d'origine. La population émigrant depuis El Alto tend à se diriger principalement vers le reste du département, et en particulier la région des Yungas, tandis que les flux émigrants depuis La Paz sont surtout orientés vers les grandes villes des autres départements – même s'il ne faut pas surestimer le poids de la « colonisation » des régions orientales par les migrants de l'Altiplano (Mazurek, 2007). Finalement, la zone d'attraction de El Alto coïncide avec sa zone d'expulsion, ce qui en fait une zone centrale pour l'équilibre socio-démographique du département de La Paz : plaque tournante de l'activité économique, elle constitue le point de rencontre entre les espaces ruraux et urbains.

La forte croissance récente de la ville explique aussi son profil démographique plutôt « jeune », du fait des taux de fécondité et de la migration (40 % de la population a moins de 15 ans lors du recensement de 2001). La conséquence est un fort taux de dépendance : la population qui ne travaille pas représente les trois quarts de la population en âge de travailler (Mazurek et Garfias, 2005, p. 23). Ce mouvement de croissance a de fait multiplié l'importance de la croissance démographique « naturelle » de la ville elle-même : elle est encore évaluée à plus de 4 % pour la décennie 2010, ce qui aura sans doute des conséquences importantes en termes d'occupation du territoire, d'équipement en services urbains (Torrez Pinto et Molina Rodriguez, 2004). Ces problèmes se posent d'ores et déjà, depuis les années 1990, dans les zones périphériques en expansion qui se sont développées le long des axes de transport, comme auparavant, mais de façon à la fois plus étendue et moins dense (voir carte et encadré 1)¹.

¹ Alors que le recensement de 2001 reconnaissait sept districts, le district 8 s'est développé le long de la route vers Oruro, tandis que les habitations se multiplient sur le district 9, un district rural au-dessus des districts 7 et 5. D'autres districts se sont créés au cours des années 2000 sous la pression des habitants, notamment à la frontière des communes voisines. En 2008, le nombre de districts s'élève à 13.

Carte 1. Districts de la ville de El Alto (2001)



Encadré 1. Histoire urbaine et espaces périphériques

La spécificité des métropoles du « Sud » peut être appréhendée à travers l'histoire de leur forme urbaine, qui joue un rôle structurant dans la répartition des flux migratoires. Un modèle en a été reconstitué, au-delà des variations nationales et locales en Amérique latine (Deler, 1988) : la métropolisation¹ s'est développée dans chaque pays autour d'une ville principale et capitale, générant à partir de l'époque coloniale une forte centralisation administrative ; ce centre historique, lieu de naissance et incarnation de l'Etat-nation du XIX^e siècle, regroupe des édifices administratifs, des bureaux et des commerces ; y subsistent aussi des enclaves de taudis et des échoppes de commerce informel. Un centre des affaires s'y établit au début du XX^e siècle le long d'un axe majeur, vers des centres secondaires où s'installent grands hôtels, banques et édifices de grande taille ; dans le prolongement s'étendent des quartiers résidentiels riches, parfois regroupés en condominiums, puis viennent les quartiers péricentraux à fonctions multiples où coexistent entrepôts, usines et habitat en disposition rubanée. Autour des quartiers riches, s'agglutinent des quartiers de classe moyenne bien équipés en services urbains, puis en périphérie se dispersent les quartiers pauvres d'habitat populaire, incluant squats, auto-constructions et lotissements mal équipés, se transformant rapidement en véritables bidonvilles – sur le modèle des *favelas* de Rio, des *barriadas* de Lima, des *ranchitas* de Caracas ou des *villas miserias* de Buenos Aires.

A partir des années 1950, l'explosion démographique accélère le processus d'urbanisation tout en le transformant : « *les grandes disparités de revenus et de niveaux de vie qui, dans tous les pays, se remarquent à proximité des métropoles, ne cessent d'alimenter un puissant flux de populations flottantes, en quête d'ascension sociale, de bien-être ou encore de simple survie, en particulier lorsque la ville apparaît comme l'ultime refuge pour des sociétés victimes de l'insécurité croissante, de la violence ou des catastrophes naturelles* » (Deler, 1988, p. 241). Ces flux migratoires, redoublés par la croissance endogène des villes, ne peuvent alors que creuser les déficits en matière de services de base, de logements, d'accès à l'emploi, et générer des masses urbaines aux revenus faibles et irréguliers, vivant dans l'informalité, en marge des modèles de consommation diffusés par le marché capitaliste et ses relais. Depuis plusieurs décennies, la visibilité croissante des « bidonvilles » a ainsi orienté la recherche urbaine en Amérique latine vers l'analyse de « *l'émergence de systèmes urbains polycentriques dénués de frontières claires entre le rural et l'urbain* » (Davis, 2006, p. 15). Adrian Aguilar et Peter Ward (2003) affirment de même que « *c'est dans cet espace péri-urbain que la reproduction de la main d'œuvre se concentrera le plus vraisemblablement, au sein des plus grandes villes du monde au XXI^e siècle* ». Absence de planification, auto-construction et spéculation foncière caractérisent alors les espaces périphériques de ces métropoles en expansion, où sont censés se concentrer les exclus du développement économique : paysans déracinés et marginaux urbains (Wacquant, 2001 et 2007 ; Auyero, 2007).

¹ Tandis qu'une métropole regroupe activités productives, contrôle des échanges, fonctions de régulation et de domination politique, la métropolisation désigne un accroissement du pouvoir de commandement d'une grande ville sur un territoire élargi, une concentration des activités économiques et sociales, et une ouverture aux flux mondiaux de commerce et de communication (Troin, 2000).

2.3. Critique du modèle concentrique de ségrégation socio-spatiale de l'espace urbain : hypothèses de travail sur El Alto

L'analyse socio-spatiale des données du recensement de 2001 révèle une structuration concentrique de la ville de El Alto, avec trois anneaux correspondant à des strates historiques distinctes (voir carte 1) (Mazurek et Garfias, 2005). En premier lieu, la partie centrale, historiquement constituée à partir du début du XX^e siècle autour de La Ceja, vaste carrefour où se croisent les divers points d'accès à La Paz, inclut, à l'Est, le quartier résidentiel de Villa Satellite et, au Nord-Ouest, le quartier commercial *16 de Julio*, lieu du plus grand marché hebdomadaire du pays. Le second anneau, qui s'étend autour de ce noyau, est seulement interrompu par la faille naturelle qui marque la frontière avec La Paz ; il s'est développé entre les années 1960 et 1990, principalement sous l'influence de la migration rurale et des restructurations minières. Enfin, le troisième anneau se développe le long des routes à Copacabana, Viachia et Oruro : peu de données existent sur ces zones dont l'expansion s'est principalement réalisée après le recensement de 2001.

Ces zones périphériques récentes sont évidemment les moins équipées, d'autant que l'autonomie administrative, conquise progressivement par la ville à partir de 1985 (avant de devenir ville à part entière en 1988), n'a pas favorisé la prise en charge des infrastructures collectives par des équipes municipales peu préparées à leurs fonctions et peu attentives au public populaire qu'elles sont censées administrer. Dans les zones paupérisées caractérisées par l'auto-construction et une expansion peu contrôlée par la municipalité, les inégalités d'accès aux services urbains contribuent à structurer l'espace urbain de façon discriminante, puisque seuls ceux qui ont les ressources pour entrer dans une relation marchande peuvent accéder à un endroit déjà équipé, ou faire installer une connexion individuelle. L'analyse de l'accès à l'eau n'est pas alors séparable de celle de la gestion des territoires populaires, des politiques d'aménagement et de logement qui y sont très inégalement menées (Franqueville, 2000).

La structuration socio-spatiale de la ville se retrouve au niveau des différentes caractéristiques du niveau de vie des populations résidentes. Dans la mesure où les indicateurs de pauvreté n'ont pas le même sens selon le contexte où ils sont établis (Paugam, 2005), l'utilisation de méthodes cartographiques permet de définir, en fonction des données disponibles, les inégalités socio-spatiales de niveau de vie et leurs effets en termes d'accès aux services urbains de base. Tout d'abord, la densité de population se présente, dans les données de 2001, comme d'autant plus faible que l'on s'éloigne du premier anneau (on verra par la suite que ce modèle concentrique est quelque peu remis en question par les évolutions récentes)². Cette structuration spatiale se retrouve si l'on prend tout un ensemble d'indicateurs : le pourcentage de personnes possédant un niveau d'études secondaires, mais aussi le pourcentage de personnes habitant déjà leur maison cinq années avant le recensement, ce qui donne à la fois un indicateur d'ancienneté d'installation et de migration. Cette structuration de l'espace urbain est particulièrement marquée en termes d'habitat : le taux de maisons d'une pièce, sans électricité,

² Pour une analyse cartographique de El Alto, on se reportera à Mazurek et Garfias (2005) et Poupeau (2010c).

sans eau ni assainissement, construites en adobe sur un sol de terre battue, s'avère d'autant plus élevé que l'on se situe à la périphérie de El Alto ; inversement, les taux d'habitations de plus de trois pièces, construites en briques et dotées de tous les services urbains, sont plus élevés dans le second et surtout le premier anneau.

Certains indicateurs laissent pourtant entrevoir quelques discordances dans le déterminisme socio-spatial de ce qui s'apparente à un modèle concentrique. Certaines zones périphériques font apparaître des pourcentages de population active occupée aussi élevés, sinon plus, que dans les parties centrales de l'espace urbain³ ; il s'agit en particulier d'emplois sous qualifiés, avec une forte proportion de travailleurs dans le secteur de la construction. D'autres indicateurs rapprochent l'évolution des secteurs périphériques de El Alto de celles d'autres grandes métropoles sud-américaines (Rodríguez, 2004) : ainsi le taux de propriétaires est d'autant plus élevé que l'on va vers les parties périphériques les plus récentes, tandis que le taux de locataires est plus élevé dans les quartiers autour de La Ceja, ce qui est en relation, d'une part, avec l'ancienneté des quartiers (le processus de consolidation des quartiers auto-construits voyant à terme l'émergence de locataires) et, d'autre part, avec le prix du foncier, trop élevé dans les zones centrales pour une grande partie des familles résidentes (Gobierno Municipal de La Paz, 2004, p. 183). Enfin, le pourcentage de couples mariés s'avère plus élevé dans les parties périphériques, tandis que celui de personnes vivant seules est plus élevé dans le centre de la ville. Ces indicateurs confirment l'idée selon laquelle El Alto n'est pas le produit de la seule migration rurale : les zones périphériques du troisième anneau ne regroupent pas tant des habitants directement issus des campagnes environnantes que des familles vivant déjà à El Alto, désireuses d'accéder à la propriété, et dont les ressources économiques (emplois sous-qualifiés, dépendance envers une seule personne active, etc.) ne permettent pas de s'installer ailleurs que dans ces zones.

Outre le fait que la grande vague de migration rurale s'est produite jusqu'aux années 1990 (Rodríguez, 2004), il faut alors voir en quoi le développement urbain de El Alto obéit désormais à des logiques différentes, liées à une croissance démographique endogène et à des formes de mobilité intra-urbaines. Cette dynamique incite à passer de l'analyse des structures socio-spatiales vers les comportements des habitants, leurs modes d'installation et leurs déplacements. Nous avons ainsi mené une enquête systématique, dans le cadre de l'Institut français d'études andines, en 2006 et 2007, sur les quartiers périphériques en expansion de El Alto, afin de saisir les évolutions les plus récentes de la ville. L'intérêt de ces espaces périphériques est en effet de concentrer la polarisation de la croissance métropolitaine « *dans des périphéries de plus en plus éloignées des villes-centres, dont les réserves d'espace constructible sont en voie d'épuisement. En clair, l'essentiel de la croissance des métropoles nationales se ferait aujourd'hui dans une couronne périphérique située en dehors de leurs limites administratives*⁴ » (Dureau et al., 2000, p. 235).

³ Certes les parties centrales de l'agglomération se caractérisent par l'importance du secteur informel, mais il n'y a pas de raison de le considérer comme plus élevé que celui des emplois sous-qualifiés des zones périphériques. Sur l'importance du secteur informel, voir Lautier (2003).

⁴ Le modèle d'expansion spatiale périphérique de la période de croissance démographique rapide serait donc remplacé par un modèle plus complexe, structuré par une double dynamique d'expansion et de densification. L'enjeu est alors de voir si les périphéries en expansion expriment véritablement une nouvelle phase du développement urbain.

3. Stratégies familiales d'accès à la propriété et mobilité intra-urbaine

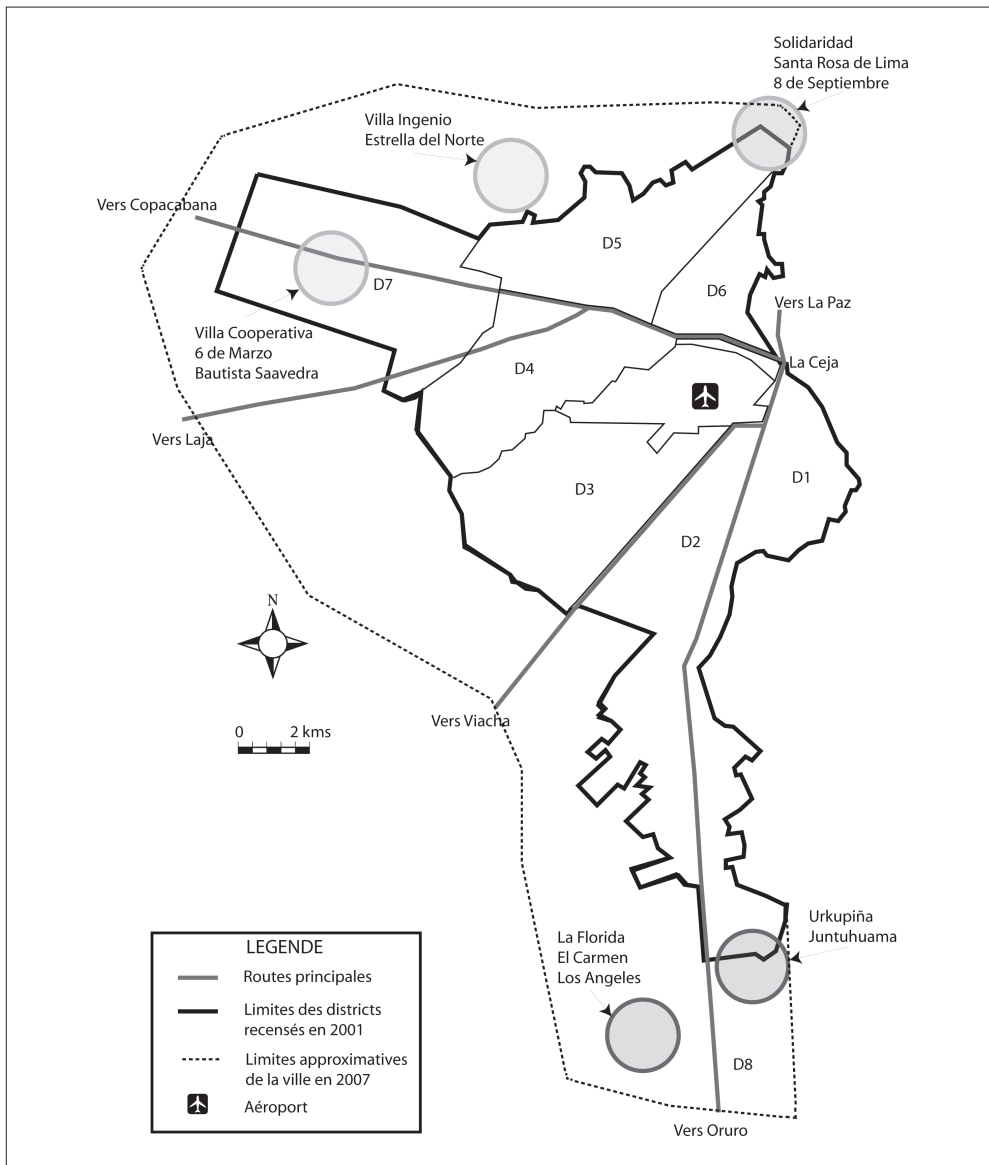
3.1. L'enquête : l'application d'un questionnaire dans les quartiers périphériques

L'enquête, qui s'est déroulée sur plusieurs mois entre 2006 et 2007 (avant d'être élargie en 2008-2009 aux espaces périphériques de La Paz en contrebas), a consisté à diffuser un questionnaire dans les quartiers périphériques des districts 5, 6, 7 et 8. L'échantillon a été construit selon un double principe : tout d'abord, un choix « territorial » de quartiers représentatifs de la diversité des situations rencontrées dans ces quartiers périphériques ; ensuite, une diffusion aléatoire des questionnaires dans 10 % des foyers de chaque quartier choisi (les maisons étant choisies au hasard dans les rues concernées). Au final, le questionnaire a été diffusé dans 13 quartiers, et auprès de 250 foyers (voir carte 2). Afin d'obtenir une base de données comparables avec le recensement national de 2001, une partie des questions sur le domicile, les personnes qui l'occupent et ses équipements (connexion au réseau, électroménager, matériaux utilisés) a été reprise telle quelle, à quelques exceptions près. On a ainsi inclus une entrée inédite sur le fait de savoir si les habitants possèdent une double résidence, sur El Alto et dans leur communauté d'origine en particulier. D'autres indicateurs ont été ajoutés pour rendre compte de « l'usage productif » du logement, qu'il s'agisse de l'ajout de pièces ou d'étages pour le reste de la famille et renforcer la micro-entreprise familiale, du désir d'ouvrir un commerce en rez-de-chaussée ou, tout simplement, d'améliorer les conditions de vie quotidienne tout en faisant étalage public d'une certaine prospérité économique (Durán *et al.*, 2007). Le questionnaire met donc en relation des questions sur le logement (*vivienda*), sur les usages de l'eau au quotidien, sur la perception que les usagers ont de l'entreprise et du service qu'elle fournit, ainsi qu'une rubrique visant à construire des indicateurs de style de vie à El Alto (fréquence d'approvisionnement au marché, dépenses, liens avec la famille éventuelle dans le monde rural, participation financière à des fêtes locales, etc.). Enfin, des indicateurs d'engagement politique, de perception des risques urbains et des problèmes sanitaires et environnementaux ont été incorporés à la liste des questions.

Si le rapport de l'ONU Habitat, *The Challenge of Slums* (2003), caractérise les bidonvilles par le surpeuplement, le logement informel, l'accès insuffisant à l'eau saine, le manque d'hygiène et l'insécurité quant au fait de rester dans son domicile, cet ensemble de caractéristiques matérielles, économiques et juridiques de marginalité s'applique difficilement aux quartiers en expansion et sous-équipés de El Alto, caractérisés par une faible densité de population. Par ailleurs, cette définition exclut d'autres facteurs de pauvreté, comme l'informalité du travail, la distance entre le lieu de travail et le logement, le type d'habitat, ou encore des éléments relevant de formes de « pauvreté relative », liée à la perception qu'ont les habitants de leur condition. Si l'on s'en tient à la définition fournie par l'ONU, les quartiers périphériques de El Alto ne sont pas des bidonvilles à proprement parler, d'autant qu'ils incluent des perspectives de transformation, d'amélioration de l'habitat précaire, qui ne sont pas inscrites dans la définition du terme (Roncayolo, 1997 ; Botton, 2007). Comme l'écrivent Marie-Danièle Demélas et Jean-Pierre Lavaud (2008), « El Alto n'est pas une banlieue misé-

nable », du fait de l'importance du commerce de gros et de détail, de l'activité industrielle et, en général, du dynamisme économique d'une bourgeoisie *chola* irradiant sur l'économie régionale⁵. Les quartiers récents en expansion n'en présentent pas moins des problèmes structurels en termes d'accès au logement, d'hygiène et de pauvreté ou de précarité (voir l'encadré 2) – d'autant qu'à 4 000 m d'altitude, les conditions climatiques font d'avoir rapidement une maison « en dur » une nécessité vitale (Franqueville et Aguilar, 1988 ; Poupeau, 2008a et 2010a).

Carte 2. Quartiers enquêtés en 2007



⁵ Sur ce point : Laruta (2004), Cámara Departamental de Industrias de La Paz (2004).

Encadré 2. Conditions de vie matérielles et accès aux services urbains de la population étudiée

Les logements occupés dans les quartiers périphériques enquêtés sont relativement divers : une moyenne de six personnes occupe trois pièces, mais il y a 50 % de logements avec une seule pièce, et moins de 10 % de logements avec plus de quatre pièces. Par ailleurs, 69 % des maisons sont en **adobe** (une sorte de torchis fabriqué avec de la terre du terrain occupé) et témoignent d'une implantation par auto-construction : 58 % des résidents affirment n'avoir aucun titre de propriété officiel. Cette implantation ne va pas sans projection vers le futur, comme dans la plupart des quartiers informels en Amérique latine (Dureau *et al.*, 2006, p. 245) : 68 % des foyers interrogés prévoient d'agrandir leur logement ultérieurement, en particulier pour ouvrir une épicerie qui donnerait des revenus complémentaires. En effet, du fait du nombre d'enfants en bas âge, les femmes restent souvent au foyer pendant la journée et seul l'époux apporte des revenus. 80 % des chefs de famille ont en effet travaillé la semaine précédente, et 20 % d'entre eux seulement ont un emploi contractuel stable. Leur profil professionnel confirme leur condition modeste : 20 % occupent des postes administratifs et techniques, 26 % sont des vendeurs ou commerçants, 45 % sont ouvriers et employés non qualifiés, principalement des maçons et des travailleurs de chantiers de construction.

Comme on pouvait s'y attendre au vu du recensement de 2001, la connexion au réseau de distribution d'eau est particulièrement déficiente dans ces quartiers périphériques. En ce qui concerne les modalités de connexion, seuls 16 % des logements ont accès au réseau directement dans l'habitation ; 45 % y ont accès à l'extérieur de la maison, dans le lot définissant la propriété ; 16 % des familles interrogées n'ont accès à l'eau potable que par une borne fontaine, et 22 % continuent d'utiliser un puits, collectif ou individuel ; les cas de recours aux camions citernes restent marginaux (1 % environ). Du point de vue de la consommation, les ménages enquêtés consomment 16 bolivianos (1,5 €) par mois en moyenne, ce qui révèle une consommation relativement modérée par rapport au budget familial (7 % environ selon les évaluations des dépenses par les résidents eux-mêmes). Ainsi, 64 % des personnes interrogées se lavent une fois par semaine, et seulement 21 % tous les jours, mais affirment qu'elles se laveraient plus fréquemment si elles bénéficiaient de l'eau courante chauffée.

Ces résultats renvoient aussi à des disparités importantes entre les zones et entre les ménages. La moitié des bornes fontaines, déjà très localisées dans certains quartiers, regroupent plus de douze familles et génèrent des conflits liés à la répartition des factures. Plus de 70 % des familles utilisent l'eau de pluie pour les usages domestiques, et il n'est pas rare de voir, devant les maisons, des containers métalliques destinés à stocker l'eau. Le faible accès au réseau d'eau potable a pour corollaire le faible équipement au niveau de l'évacuation des eaux : 85 % des ménages jettent les eaux usées à l'extérieur de la maison, sans qu'aucun dispositif ne soit prévu pour cela (à part quelques rigoles creusées par les résidents eux-mêmes devant leur maison). De même, 80% des familles n'ont pas de toilettes personnelles ; plus des deux tiers se contentent d'aller à l'extérieur, et 20 % disent utiliser des toilettes publiques, qui n'existent que dans des quartiers de forte densité.

Encadré 2. (*suite*)

On peut remarquer que le faible accès au réseau se retrouve dans le faible accès aux autres services urbains : si l'on met à part l'électricité, à laquelle 90 % des maisons sont connectées (pour un coût moyen de 25 bolivianos par mois, soit 2,5 € environ), la moitié des familles des quartiers enquêtés ne bénéficie pas d'un ramassage des ordures, qui sont donc délaissés dans les espaces vides à proximité des habitations et font parfois l'objet d'une crémation par le comité de quartier. En ce qui concerne les transports, la moitié des chefs de famille affirment devoir se déplacer de 30 minutes à une heure pour se rendre à leur lieu de travail, et 30 % ont même plus de 3 heures de trajet journalier. En moyenne, les chefs de famille des quartiers périphériques enquêtés affirment ainsi dépenser 180 bolivianos par mois en transport, ce qui représente la moitié du budget familial en termes de services urbains. A titre de comparaison, le budget moyen en termes de nourriture est de 105 bolivianos par mois, principalement au cours de visites hebdomadaires au marché.

Les effets sanitaires du faible accès aux services sont relativement clairs : 40 % des familles déclarent qu'au moins un des enfants a des verrues, qui résultent en général d'une peau sèche générant des craquelures au sein desquelles se logent les foyers d'infections, tandis que 60 % d'entre elles révèlent que leurs enfants ont des problèmes gastriques. Ces problèmes ne s'accompagnent cependant pas d'une conscience des risques sanitaires et environnementaux (Hardy, 2008) : seuls les foyers souffrant directement d'une forme de contamination, comme dans les cas de la décharge publique du district 7 et de l'absence de collecte des déchets de nombreux quartiers des districts 5 et 8, affirment que l'agglomération connaît des problèmes de pollution ; de même, la forte proportion de personnes interrogées (60 %) affirmant que la région souffre de plus en plus de la sécheresse est elle aussi directement liée à des problèmes domestiques d'accès à la ressource.

3.2. L'accès à la propriété au prix des services de base

La constitution d'un échantillon relatif aux quartiers périphériques en expansion permet de confirmer les hypothèses issues de l'analyse socio-spatiale du recensement : avec 91 % de propriétaires, 85 % de couples mariés, 75 % de la population entre 30 et 55 ans, une moyenne de quatre enfants par famille et une installation dans le quartier relativement récente (à six ans auparavant en moyenne), les foyers étudiés relèvent d'un peuplement familial où prédomine l'accès récent à la propriété de « jeunes » chefs de famille, dont 65 % ont emménagé depuis 2001. A l'encontre de la perception habituelle d'une ville issue de la migration rurale, l'échantillon constitué sur les zones non desservies comporte majoritairement des familles arrivant d'autres quartiers de El Alto, voire de La Paz, et non directement de la province environnante, comme c'était le cas en Bolivie jusqu'aux années 1980 (Mazurek et Garfias, 2005) ou à l'échelle du continent sud-américain (Simioni et Mac Donald, 2001 ; Rodríguez, 2004).

La plupart des familles installées dans les zones périphériques en extension étaient auparavant locataires d'un petit logement dans les quartiers centraux de La Paz ou de El Alto, où la proportion de locataires est largement supérieure (Mazurek et Garfias,

2005). Les résidents de l'échantillon sont partis des quartiers centraux pour cesser de payer un loyer exorbitant par rapport à leurs revenus irréguliers, et pour acquérir un espace propre où leurs jeunes enfants pourraient jouer sans avoir à subir les réprimandes des propriétaires ou des voisins. Dans cette perspective, l'installation dans des zones situées en dehors de toute planification urbaine, et de toute planimétrie municipale, se fait, de façon tout à fait classique, sur le mode de l'auto-construction. Après avoir négocié le prix d'un petit lot de terre avec les quelques résidents déjà en place, ces « nouveaux propriétaires » fabriquent eux-mêmes des briques d'adobe en creusant la terre de leur parcelle : ils s'en servent pour construire un muret de séparation et monter les quatre premiers murs de la maison, avant de les couvrir avec des plaques de tôle.

Dans ces habitations, rien n'est prévu pour l'eau courante, l'assainissement, le chauffage ou l'électricité : il faut pour cela que le comité de quartier, souvent peu au fait des démarches à réaliser auprès des bureaucraties locales, fasse reconnaître les titres de propriété en préfecture, et obtienne la planimétrie de la zone en mairie, afin de remplir les normes techniques des entreprises d'équipement. En moyenne, les nouveaux quartiers ainsi dressés peuvent faire poser l'électricité au bout de deux ans, et l'eau (*via* une borne fontaine) au bout de sept ans, car les coûts d'installation sont plus élevés. Ces déficits sont du reste perçus comme momentanés : comme un mal nécessaire afin d'accéder à la propriété. Plus de 80 % des nouveaux résidents envisagent du reste d'agrandir l'habitation à moyen terme, en y rajoutant un ou plusieurs étages, et caressent le rêve d'ouvrir une petite épicerie de plein pied sur la rue. Leurs épouses, considérées comme femmes au foyer (*ama de casa*), sont pour l'instant bloquées par les enfants (l'école ne fonctionne que par demi-journées) : mais à terme, le petit commerce dont elles s'occuperaient est censé constituer une rentrée d'argent supplémentaire. La population étudiée montre même, à des degrés divers, des aspirations caractéristiques d'un mode de vie urbain.

La principale motivation de leur installation dans ces quartiers est l'accès à la propriété, au prix d'un faible accès aux services de base. Ainsi, alors que 77 % d'entre eux avaient l'eau courante dans leur logement antérieur, et que 33 % possédaient un réseau d'assainissement, les proportions tombent à 20 % et 5 % dans les nouveaux quartiers (voir l'encadré ci-dessus). A la différence des thématiques inspirées de la gratuité du « droit à l'eau », et relayées par les organisations non gouvernementales (ONG) et les mouvements altermondialistes, la grande majorité (85 %) des habitants des quartiers périphériques trouve normal de payer pour accéder au service de distribution d'eau, même si 80 % d'entre eux ne connaissent pas les tarifs de connexion. Lorsqu'ils l'apprennent en répondant au questionnaire, ils trouvent aussi, dans la même proportion, que le tarif est trop élevé pour un simple raccordement (150 \$ pour l'eau potable, 185 \$ pour l'assainissement). Pourtant, 93 % des enquêtés souhaitent réaliser la démarche et le prix souhaité serait plutôt de l'ordre de 80 à 100 \$ maximum en moyenne. Sans aménagements de tarif, 66 % des ménages accepteraient de se connecter à l'eau et 55 % à l'assainissement⁶.

⁶ A noter que la plupart des enquêtés souhaiteraient en outre un paiement par mensualités, que la moitié d'entre eux seulement accepterait de participer aux travaux d'installation pour baisser le prix, conformément à la logique « condominiale » (Poupeau, 2008c).

Ces stratégies familiales d'accès à la propriété, au prix d'un accès provisoire aux services de base, révèlent l'importance de mouvements à l'intérieur même de la ville, et constituent un facteur structurant des espaces urbains (Dureau *et al.*, 2006, p. 242 sq.). Si El Alto comporte des processus comparables à ce qui s'est déroulé dans d'autres métropoles d'Amérique latine, avec un épuisement du modèle concentrique de structuration des espaces urbains périphériques et de distribution des densités⁷, l'enquête révèle néanmoins certaines spécificités dans les recompositions à l'œuvre, en montrant des différenciations et des formes de ségrégation à des échelles inédites. Il s'agit alors de voir dans quelle mesure les inégalités économiques sont aggravées par les difficultés d'accès aux infrastructures urbaines des populations habitant en périphérie (Ortiz et Morales, 2002 ; Rodriguez et Arriagada, 2004), et quelles formes de politisation peuvent en résulter, dans la mesure où les politiques publiques s'appuient sur des représentations décalées des populations et de leurs styles de vie.

4. Mobilisations urbaines et politiques publiques

4.1. L'accès à l'eau comme indicateur des inégalités

Les caractéristiques sociales des familles de ces quartiers périphériques ne sont pas en effet homogènes : au plus bas de la hiérarchie, on trouve des conditions de logement et d'accès aux services urbains de très mauvaise qualité, voire inexistantes : maisons d'une seule pièce, sans connexion au réseau d'eau et d'assainissement, utilisation de puits, voire de bornes fontaines à proximité, temps de transport supérieur à trois heures par jour, représentant jusqu'à 50 % des dépenses de la famille en services urbains, installation depuis cinq ans en moyenne dans le quartier, etc. A côté d'une minorité de résidents ayant les moyens d'équiper leur logement selon les critères du confort « moderne », on trouve une majorité de familles ayant décidé d'accéder à la propriété dans des zones plus accessibles économiquement.

L'intérêt de l'indicateur d'accès à l'eau est de permettre de différencier des styles de vie de façon relativement fine dans les quartiers étudiés. D'un côté, on peut distinguer les logements sans connexion au réseau de distribution et qui se procurent de l'eau par des bornes fontaines, des puits, la récupération des eaux de pluie ou, plus rarement, par des camions citernes et des achats aux quartiers voisins. Cette situation (39 % de l'échantillon) correspond majoritairement à des familles de plus de deux enfants, le père travaillant comme ouvrier dans la construction (*albanil*) et la mère restant au foyer. Ces familles se caractérisent par une faible participation à la vie collective (qu'il s'agisse de

⁷ « La production de l'espace bâti en périphérie reste toujours très active. Dans les métropoles en cours de formation, elle constituait le principal processus à l'œuvre. Après plusieurs décennies de développement, dans des villes devenues multimillionnaires, ce modèle de développement spatial périphérique en vigueur dans la période de croissance démographique rapide cède progressivement la place à un nouveau type de développement à une échelle métropolitaine, et plus endogène (la croissance naturelle devient le moteur principal de la croissance démographique). (...) Des transformations importantes s'opèrent dans l'espace déjà construit, les mobilités résidentielles intra-urbaines contribuant à d'importantes redistributions des densités ; l'étalement urbain franchit les limites administratives de la ville-centre et la métropolisation intègre des espaces de plus en plus éloignés. » (Dureau *et al.*, 2006, p. 300).

responsabilités dans les comités de quartier ou dans les fêtes locales), un faible engagement politique attesté par la méconnaissance du thème du départ de l'entreprise privée et, globalement, une faible capacité à émettre des opinions politiques ou générales sur la pollution ou les risques urbains, qui n'est pas sans rapport avec le faible niveau scolaire des chefs de famille interrogés (école primaire principalement).

A l'opposé, les familles bénéficiant d'une connexion à l'intérieur même de la maison (16 % de l'échantillon) regroupent la presque totalité des professions techniques et administratives, d'un niveau scolaire au moins équivalent à la fin des études secondaires : elles disposent d'un véhicule, d'un logement de plusieurs étages offrant toutes les commodités avec une cuisine séparée et une chambre pour chaque enfant (trois en moyenne) ; le chef de famille se caractérise par une relative bonne connaissance du service de distribution des eaux, qu'il s'agisse des prix de connexion et de consommation, des raisons du départ de l'entreprise privée et d'une vision plutôt critique du service obtenu auprès de la nouvelle entreprise. D'un point de vue spatial, ces familles ne sont pas regroupées dans des condominiums fermés, mais sont disséminées dans les quartiers en expansion, où le prix de l'immobilier leur permet de construire une grande maison plutôt que de loger dans un appartement aux dimensions et commodités plus restreintes. Le niveau de vie de ces familles, estimé aux dépenses réalisées et à la variété des pratiques culturelles réalisées, est bien évidemment supérieur à celui des autres familles.

Entre ces deux pôles, on retrouve la situation la plus répandue (45 % de l'échantillon) : la connexion au réseau, non dans le domicile mais dans la cour de la maison, qui représente la plus grande partie des connexions réalisées par l'entreprise de distribution entre 1997 et 2005⁸. Composé d'employés peu qualifiés, d'ouvriers de petites manufactures⁹, de travailleurs à compte propre¹⁰, voire d'ouvriers du bâtiment dont l'épouse possède elle-même un emploi (la plupart du temps dans le commerce informel), ce groupe hétérogène d'un point de vue professionnel se répartit dans des blocs d'habitations à proximité des voies de transport, goudronnées ou pavées. La faible densité des quartiers concernés a rendu relativement difficile l'installation du réseau d'eau selon les normes techniques de l'entreprise : il s'agit de quartiers dont la reconnaissance par la préfecture et la mairie a été obtenue bien après l'installation des premiers résidents, grâce à la mobilisation du comité de voisinage, la *junta vecinal* (notamment pour obtenir le plan cadastral ou la validation des voies de transport). Par conséquent, l'installation de canalisations d'eau ou même de raccordement électrique n'a pas été prévue, ni dans la maison, ni dans le quartier – le problème d'accès aux services de base ne revenant pas seulement à l'entreprise de distribution, mais relevant de la mise en place d'une politique du logement et d'aménagement territorial.

⁸ *Evaluación EPSAS*, « *Resultados de densificación : 03.01.06* ».

⁹ Selon le recensement de 2001, les employés et ouvriers de l'industrie représentent 47,2 % de la population active de El Alto. En 2004, la ville comporte plus de 5 000 établissements industriels, dont 90 % sont des micro-entreprises employant de une à quatre personnes (Cámara Departamental de Industrias de La Paz, 2004 ; Demélas et Lavaud, 2008).

¹⁰ Selon le recensement de 2001, les travailleurs à compte propre représentent 41 % de la population active de El Alto.

Les inégalités révélées par l'indicateur d'accès à l'eau font bien apparaître, en creux, l'absence de politiques publiques, qui laisse libre cours aux logiques d'auto-construction : l'attention portée sur les pratiques résidentielles, intégrant les comportements des habitants à l'analyse des structures socio-spatiales, spécialement dans un contexte qui « après plusieurs décennies d'urbanisation rapide, permet de voir en quoi les mobilités résidentielles intra-urbaines jouent un rôle croissant dans les transformations des territoires urbains » (Dureau *et al.*, 2006, p. 237). En matière de logement pour les pauvres, El Alto semble alors exprimer l'émergence d'une troisième logique dans les processus d'auto-construction, généralement analysés à travers la dichotomie du lotissement informel, où des intermédiaires revendent des lots à des familles de faibles revenus, et des occupations illégales de terrains, sans consentement du propriétaire ou intervention d'un lotisseur. Les stratégies d'installation dans les quartiers périphériques de El Alto, sans être radicalement étrangères à ces deux logiques, s'en distinguent néanmoins par le fait qu'elles concernent une proportion non négligeable de familles relativement « modestes » qui ne sont pas pour autant assimilables aux catégories défavorisées de quartiers catégorisés ailleurs comme des « bidonvilles » (Borsdorf, 2003) – les quartiers périphériques de El Alto faisant beaucoup plus figure, à ce niveau, de gigantesque « cité dortoir ». Les « nouveaux » résidents de El Alto, marqués par la distance au centre ville et la faible qualité des services disponibles, n'en développent pas moins, on va le voir, des modes d'appropriation de leurs lieux de résidence inédits par rapport aux logiques d'exclusion caractéristiques des quartiers périphériques des métropoles en expansion des pays du Sud.

4.2. Un principe d'identification plus territorial qu'ethnique

Si 30 % des chefs de famille de l'échantillon étudié sont nés dans les villes de La Paz ou El Alto, et 50 % dans le département de La Paz (villes ou villages), la grande majorité (76 %) résidait déjà en ville depuis plus de cinq ans avant de s'installer dans les quartiers périphériques étudiés, qu'ils soient nés dans l'agglomération ou qu'ils soient arrivés en ville pendant leur enfance. Les travaux menés dans les années 1970-80 sur l'agglomération de La Paz, alors que El Alto n'était pas encore une municipalité autonome (Poupeau, 2010b), montraient déjà que les migrants ruraux s'installaient la plupart du temps chez un membre ou une relation de la famille, permettant une première installation provisoire en attendant de pouvoir accéder, après quelques mois de travail, à un logement indépendant et plus éloigné du centre (Albo *et al.*, 1987) ; ils gardaient ainsi la plupart du temps une « double résidence », souvent présentée comme une spécificité andine (Kingman Garcès, 1992). Ces mouvements persistent aujourd'hui encore pour la migration féminine, liée aux emplois domestiques à domicile (Poupeau, 2008a), et pas uniquement à El Alto (Rodríguez, 2004). Les relations entre mondes ruraux et urbains, et plus généralement les formes de vie sociale dans les zones périphériques, se trouvent cependant affectées par la diminution du poids de la migration rurale et l'importance croissante des mobilités intra-urbaines.

Dans les quartiers étudiés, 87 % des chefs de famille parlent aymara (et certains l'ont appris avant même l'espagnol), qu'ils soient nés en ville ou en milieu rural. Mais le temps passé dans le quartier semble avoir transformé les références identitaires des résidents : plus de 55 % des enquêtés se définissent comme « *alteños* » (résidents de El Alto), contre moins de 30 % comme aymaras, alors que l'on a affaire aux quartiers

périurbains où l'influence rurale est supposée être la plus forte (lors du recensement de 2001, l'auto-identification aux peuples dits « originaires » avait atteint 80 % à El Alto). Un tel écart s'explique sans doute par l'orientation du recensement, qui a été très discuté¹¹, mais aussi par deux autres facteurs. En premier, le principe d'identification ethnique est approprié par les populations les plus mobilisées et les plus encadrées politiquement : or les quartiers périphériques d'El Alto sont la plupart du temps moins structurés et plus atomisés que les autres, avec une installation non contrôlée, des comités de quartiers non encore constitués, et un habitat moins dense. On peut donc faire l'hypothèse que les résidents s'identifient moins à un « peuple originaire » faute d'encadrement ou d'insertion collective. Mais une autre explication demanderait aussi à être examinée : les mouvements sociaux, en particulier la « guerre du gaz » en octobre 2003, ont sans doute eu des effets sur la définition des principes d'identification : il n'est plus honteux, comme avant, de se revendiquer « *alteño* », et les victoires dues aux luttes sociales ont sans aucun doute contribué à cette transformation.

On peut voir dans cette transformation l'émergence d'un principe d'identification territorial, lié à la redéfinition de l'image collective des populations résidentes. En effet, la définition d'une identité locale mêle deux types de logiques : l'une, de la représentation, l'autre, de l'appartenance (Chamboredon *et al.*, 1984). D'une part, l'adhésion à des symboles collectifs produit une identification à une représentation du caractère local de l'identité ; d'autre part, la participation à un territoire donné relève de formes de sociabilité, de modes d'insertion des pratiques, qui conditionnent la mobilisation politique locale : « être citoyen de El Alto revient à appartenir à un quartier » (Lazar, 2008, p. 143). Plus que l'ethnicité, c'est l'appartenance territoriale qui semble définir le rapport à la communauté du quartier : être *vecino*, c'est-à-dire un résident appartenant au voisinage, renvoie alors aussi bien à des relations de sociabilité territorialisées qu'à un engagement politique local et ciblé sur les services de base.

4.3. Politiques publiques et mobilisations des habitants

Le principe d'identification territorial (« *alteño* » et non « aymara ») le plus répandu parmi les résidents de l'échantillon se retrouve dans les aspirations en termes de logement : il s'agit d'une aspiration à une installation durable, dotée des services de base associés à ce mode de vie urbain. Faute de comprendre ces transformations des flux migratoires (et donc de l'espace urbain de El Alto), l'entreprise publique de distribution (comme l'entreprise privée avant elle) ne peut apprécier véritablement les demandes des habitants en termes de service d'eau : aucune mesure n'est mise en œuvre pour faciliter l'accès au réseau de ces familles installées durablement dans le quartier.

L'enquête n'a pourtant révélé, on l'a vu, aucune réticence à payer la consommation d'eau de la part de la plupart des résidents. Ce sont les coûts de connexion qui demeurent inaccessibles à court terme pour des ménages dont le revenu journalier

¹¹ Les polémiques sur le recensement ont essentiellement porté sur deux points : d'une part, le critère d'auto-identification retenu en 2001 a été discuté par rapport à d'autres critères possibles (linguistiques notamment) ; d'autre part, le biais introduit par l'absence d'entrée « métisse », au profit d'une classification « peuples originaires »/aucune identification ethnique, a été critiqué pour son inadéquation aux populations urbaines (Do Alto et Stefanoni, 2008).

oscille entre deux et cinq dollars par jour, et souvent de façon irrégulière. Le ministère de l'Eau et l'entreprise municipale de distribution ont bien essayé, en 2009, d'assouplir les normes tarifaires du contrat, avec un tarif solidaire octroyé aux foyers de faible consommation d'eau (moins de 15 mètres cubes). De même, la priorité traditionnellement accordée par les politiques publiques aux aires rurales a été quelque peu bousculée avec la mise en place, en 2009, d'un plan d'équipement destiné aux zones périurbaines défavorisées ; le ministère de l'Eau a même attribué 23 millions de dollars sur les vingt années à venir pour garantir l'approvisionnement en eau des villes de La Paz et El Alto, afin d'anticiper les effets du changement climatique (au début de l'année 2009, seulement 80 % des capacités de stockage d'eau étaient assurés pour la métropole (Poupeau, 2010a).

S'il est trop tôt pour évaluer les effets de cette inflexion des politiques publiques, et pour voir si la difficulté des administrateurs de l'entreprise à appréhender les attentes des populations périphériques a été surmontée, le décalage entre, d'une part, la perception des employés de l'entreprise, de la mairie ou du ministère de l'Eau, issus des classes moyennes urbaines, et d'autre part, les aspirations des résidents, explique sans doute une grande partie des problèmes d'équipement des quartiers en expansion de la ville de El Alto. En retour, la non-satisfaction des attentes constitue assurément un des facteurs principaux de mobilisation de populations résidentes pourtant peu politisées sur les problèmes reconnus comme « politiques » (municipalisation ou privatisation, changement de gouvernement, etc.), et plus focalisées sur des thèmes de survie immédiate (Poupeau, 2008c). Ainsi, 40 % des résidents de l'échantillon se révèlent être sans opinion sur le départ de l'entreprise privée, et si une minorité de 5 % se déclare contre, les 55 % qui se révèlent d'accord appartiennent le plus souvent à des familles dont un membre participe au comité de quartier, vecteur central de politisation et des mobilisations des années 2004-2005 contre l'entreprise privée. Par ailleurs, les résidents de ces quartiers périphériques ont une faible connaissance des modes de gestion (public ou privé) du service : 70 % des personnes interrogées ne connaissent pas la nouvelle entreprise municipale EPSAS, qui a succédé à *Aguas del Illimani* ; et lorsqu'il s'agit de savoir si le service s'est amélioré depuis la remunicipalisation, 80 % avouent ne pas voir de changement, sauf une légère montée des prix facturés pour ceux qui bénéficient de la connexion.

La politisation des quartiers périphériques et auto-construits passe d'abord par une mobilisation locale sur les services urbains, et sur la reconnaissance institutionnelle de ces quartiers afin de pouvoir obtenir l'extension des réseaux (Lautier, 2003). L'échantillon étudié confirme cette faible mobilisation des résidents des quartiers périphériques sur des thématiques « légitimes » du champ politique, comme la privatisation ou l'environnement : leur politisation ne se construit que dans un second temps, sur la mobilisation pour assurer les services de base, et à travers eux la reconnaissance de l'existence même du quartier. C'est sans doute la force, et la particularité, de la fédération des comités de quartier de El Alto (FEJUVE), que d'avoir su incorporer ces demandes dans un mouvement de contestation plus large, touchant à la nationalisation des ressources naturelles, lors de la « guerre du gaz » (2003) ou de la seconde « guerre de l'eau » (2004-2005). En effet, ces demandes ne sont pas seulement matérielles : elles incluent une dimension symbolique touchant à la reconnaissance de l'existence des

populations résidentes. Mais c'est en jouant sur les aspirations urbaines, et non sur un quelconque « héritage » de structures communautaires rurales qui feraient de El Alto une « ville aymara » naturellement révoltée, que de telles convergences ont pu s'établir : la perception commune de El Alto comme produit de l'importation en milieu urbain des ressorts politiques communautaires devient alors un obstacle à la compréhension des dynamiques sociales propres à ces espaces périphériques, à la mise en œuvre de politiques adaptées à leurs déficits, et à leurs aspirations.

5. Conclusion

Les modes d'identification et de mobilisation observés dans les quartiers périphériques de El Alto ne correspondent pas aux thèses de la persistance de cultures traditionnelles¹² qui ressurgiraient après des siècles de domination coloniale et postcoloniale, ni même à l'idée d'une « indigénisation de la modernité », dans laquelle Marshall Sahlins voit la capacité évolutive de résistance des « peuples originaires » (Poupeau, 2011). Si elle s'inscrit dans les grandes tendances contemporaines du développement urbain (extension périphérique, informalité, recomposition du modèle concentrique, etc.), la ville de El Alto génère un mouvement propre de fabrication d'identités : les rapports sociaux ne correspondent pas à l'image militante de la politisation spontanée de communautés indigènes reconstituées dans les quartiers ; ils n'en accréditent pas pour autant les lieux communs relatifs aux effets anormaux de la « métropole déshumanisée » sur des migrants « déplacés ». A l'encontre de l'image folklorique – voire quelque peu coloniale – de la « ville aymara » et rebelle, on peut voir que les résidents de ces zones périphériques en expansion inscrivent leurs stratégies d'installation dans un avenir plus ou moins flou et lointain, où la mobilisation sur les conditions de vie immédiate et pour la reconnaissance de leur existence dans le quartier (consolidation de la maison, légalisation de la propriété, installation des services de base, etc.) constitue le prélude à toute politisation possible, mais aussi le ferment de mobilisations à la fois durables et radicales – ce que les conflits socio-environnementaux récents ont exprimé de façon spectaculaire.

Bibliographie

- Aguilar A.G., Ward P.M. (2003) Globalization, regional development and mega-city expansion in Latin America: Analyzing Mexico City's peri-urban hinterland, *Cities* 20(1), 3-21.
- Albo X., Greaves T. et Sandoval G. (1987) *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz*, tome IV, *Nuevos lazos con el campo*, La Paz, CIPCA.

¹² Cette thèse désormais reprise par les courants indianistes n'étant au final que l'inversion de stigmatisation de la « pesanteur des traditions » évoquée par Julian Mischi et Nicolas Renahy (2008, p. 10) dans leur analyse de la sociologie politique des mondes ruraux.

- Auyero J. (2007) *La zona gris. Violencia colectiva y política partidaria en la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores.
- Bascon R., Cruz M. et Pacheco M. (1988) *Mejoramiento del empleo urbano y las condiciones de vida en El Alto de La Paz*, La Paz, USAID-Bolivia.
- Baby-Collin V. (1998) El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine, *L'espace géographique* 2, 155-168.
- Bairoch P. (1992) *Le Tiers-Monde dans l'impasse* (1^{re} éd. 1971), Paris, Gallimard.
- Borsdorf A. (2003) Hacia la ciudad fragmentada. Tempranas estructuras segregadas en la ciudad latinoamericana, *Scripta Nova* VII (146), <http://www.ub.edu/geocrit/sn/sn-146%28122%29.htm>
- Botton S. (2007) *La multinazionale et le bidonville. Privatisation et pauvreté à Buenos Aires*, Paris, Karthala.
- Bryceson D. (2000) Disappearing peasantries? Rural labour redundancy in the neo-liberal era and beyond, in: *Disappearing Peasantries ? Rural Labour in Latin America, Asia and Africa*, Bryceson D., Kay C. and Mooij J. (eds), London, Intermediate Technology Publications.
- Cámara Departamental de Industrias de La Paz (2004) *Encuesta de necesidades de desarrollo empresarial en la industria manufacturera en la ciudad de El Alto*, La Paz, CDIPLP.
- Casabona V. (1999) El agua : recurso de poder en un barrio periférico, in: *Constructores de Otredad. Una introducción a la antropología social y cultural*, Boivin M., Rosato A. et Arribas V. (eds), Buenos Aires, Eudeba, 193-199.
- Chamboredon J.-C., Mathy J.-P., Mejean A. et Weber F. (1984) L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification, *Sociologie du Sud-Est* 41, 61-85.
- Davis M. (2006) *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte.
- Deler J.-P. (1988) Barrios populares y organización del espacio de las metrópolis andinas. Ensayo de modelización, *Bulletin de l'Institut français d'études andines* 17 (1), 239-250.
- Demélas M.-D., Lavaud J.-P. (2008) El Alto n'est pas une ville misérable, en ligne sur le site http://www.aportescriticos.com.ar/potosi/El_Alto.html
- Do Alto H., Stefanoni P. (2008) *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris, Raisons d'agir.
- Durán J., Arias K. et Rodríguez M. (2007) *Casa aunque en la punta del cerro. Vivienda y desarrollo de la ciudad de El Alto*, La Paz, Fundación PIEB.
- Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P. et Lulle T. (éds) (2000) *Métropoles en mouvement*, Paris, IRD-Anthropos.
- Dureau F., Gouëset V. et Mesclier E. (2006) *Géographies de l'Amérique latine*, Rennes, PUR.

- Franqueville A. (2000) *La Bolivie, d'un pillage à l'autre*, Paris, IRD Editions/Presses universitaires du Mirail.
- Franqueville A., Aguilar G. (1988) *El Alto de La Paz: migraciones y estrategias alimentarias en Bolivia*, La Paz et Paris, INAN et Orstom.
- Gobierno Municipal de La Paz (2004) *Diagnóstico y estrategias para el Programa de revitalización y desarrollo urbano de La Paz*, La Paz, GMLP, Centro de Estudios y Proyectos.
- Gordillo J. (2000) *Campesinos revolucionarios en Bolivia. Identidad, territorio y sexualidad en el Valle Alto de Cochabamba, 1952-1964*, La Paz, Plural.
- Hardy S. (2008) *Estudio de identificación de zonas de riesgos en los distritos 5 y 6 de la ciudad de El Alto. Construcción de los mapas y comentarios*, La Paz, IRD.
- Jaglin S. (2001) L'eau potable dans les villes en développement. Les modèles marchands face à la pauvreté, *Revue Tiers Monde* 42 (166), 275-303.
- Kohl B. (2004) Privatization Bolivian style: A cautionary tale, *International Journal of Urban and Regional Research* 28 (4), 893-908.
- Kingman Garcés E. (éd.) (1992) *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea*, Quito, IFEA.
- Komives K. (2001) Designing pro-poor water and sewer concessions: Early lessons from Bolivia, *Water Policy* 3, 61-79.
- Laruta C.H. (2004) El Alto, manual para ingenuos, La Paz, Centro de Investigacion y Promocion del Campesinado, *Cipca Notas* n° 79, en ligne sur: <http://cipca.org.bo>
- Laurie N., Crespo C. (2007) Deconstructing the best case scenario: Lessons from water politics in La Paz-El Alto, Bolivia, *Geoforum* 38, 841-854.
- Lautier B. (2003) Le léopard et la panthère écossaise. Mondialisation, éclatement spatial et fractionnement social dans les métropoles latino-américaines, in: *Villes et citadins dans la mondialisation*, Osmond A., Golblum C. (éds), Paris, Karthala.
- Lavaud J.-P. (1991) *L'instabilité politique de l'Amérique latine. Le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan.
- Lazar S. (2008) *El Alto, Rebel City. Self and Citizenship in Andean Bolivia*, Durham & London, Duke University Press.
- Mazurek H. (2007) Tres preconceptos sobre migración interna en Bolivia, *Revista de Humanidades y Ciencias Sociales* 3, Santa Cruz de la Sierra, 16 p.
- Mazurek H., Garfias S. (2005) *El Alto desde una perspectiva poblacional*, La Paz, Ministerio de Desarrollo Sostenible /Vice Ministerio de la Planificación / CODEPO-IRD.
- Meublat G. (2001) La rénovation des politiques de l'eau dans les pays du Sud, *Revue Tiers Monde* 42 (166), 249-258.
- Mischi J., Rénahy N. (2008) Pour une sociologie politique des mondes ruraux, *Politix* 83 (3), 9-21.

- Moriconi-Ebrard F. (1993) *Geopolis*, Paris, Economica/Anthropos.
- ONU-Habitat (2008) *State of the World's Cities. Harmonious Cities*, Washington, ONU Monitoring & Research Division.
- ONU-Habitat (2003) *The Challenge of Slums*, Washington, ONU Monitoring & Research Division.
- Ortiz J., Morales S. (2002) Impacto socioespacial de las migraciones intraurbanas en entidades de centro y de nuevas periferias del Gran Santiago, *Revista EURE* 28 (85), http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0250-71612002008500009&script=sci_arttext
- Paugam S. (2005) *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF.
- Perrault T. (2006) From the Guerra del Agua to the Guerra del Gas: Resource governance, popular protest and social justice in Bolivia, *Antipode* 38 (1), 150-172.
- Poupeau F. (2011) L'eau de la *Pachamama*. Commentaires sur l'indigénisation de la modernité, *L'Homme* 198-199, 247-276.
- Poupeau F. (2010a) Défis et conflits de la remunicipalisation de l'eau. L'exemple de la concession de La Paz/El Alto, Bolivie, *Revue Tiers Monde* 203 (dossier « Réforme des services publics en réseaux : où en est-on dans les villes en développement ? », coordonné par Sylvie Jaglin et Marie-Hélène Zerah), 41-60.
- Poupeau F. (2010b) El Alto, una ficción política, *Bulletin de l'Institut français d'études andines* 39 (2), 542-565.
- Poupeau F. (2010c) De la migración rural à la movilidad intraurbana. Una perspectiva sociológica sobre las desigualdades de acceso al agua en El Alto (Bolivia), in: *Modelos de gestión del agua en los Andes*, Poupeau F., González Andricáin C. (éds), Lima, IFEA/PIEB, 243-280.
- Poupeau F. (2008a) *Carnets boliviens. Un goût de poussière*, Paris, Aux lieux d'être.
- Poupeau F. (2008b) Les ambivalences de la participation communautaire. Le cas du service de distribution des eaux à El Alto, Bolivie, *Autrepart* 47, 245-254.
- Poupeau F. (2008c) Une « politisation par nécessité ». Les mobilisations pour l'accès à l'eau dans les districts populaires de El Alto, Bolivie, in: *Anthropologues et économistes face à la globalisation*, Baumann E. et al. (éds), Paris, L'Harmattan, 129-150.
- Poupeau F. (2004) Sur deux formes de capital international. Les « élites de la globalisation » en Bolivie, *Actes de la recherche en sciences sociales* 151-152, 126-133.
- Pumain D. (1997) Vers une théorie évolutive des villes, *L'espace géographique* 2, 119-134.
- Rodríguez J. (2004) *Migración interna en América latina y el Caribe : estudio regional del periodo 1980-2000*, Santiago de Chile, CELADE, Série Población y Desarrollo n° 50.
- Rodríguez J., Arriagada C. (2004) Segregación residencial en la ciudad latinoamericana, *Revista EURE* 30 (89), en ligne : http://www.scielo.cl/scielo.php?pid=S0250-71612004008900001&script=sci_arttext
- Roncayolo M. (1997) *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard.

- Sanabria H. (1993) *The Coca Boom and Social Change in Bolivia*, Ann Harbor, The University of Michigan Press.
- Sandoval G., Sostres F. (1989) *La ciudad prometida. Pobladores y organizaciones sociales en El Alto*, La Paz, ILDIS/SYSTEMA.
- Simioni D., Mac Donald J. (2001) *El espacio regional. Hacia la consolidación de los asentamientos humanos en América latina y el Caribe*, Santiago de Chile, CEPAL, Libros n° 060.
- Swyngedow E. (2001) *Social Power and the Urbanization of Water. Flows of Power*, Oxford, Oxford University Press.
- Torrez Pinto H., Molina Rodriguez R.F. (2004) *Prospectiva poblacional: municipio El Alto*, La Paz, Ministerio del Desarrollo sostenible, Secretaria Técnica del Consejo de Población para el Desarrollo sostenible, CODEPO.
- Troin J.-F. (2000) *Les métropoles des « Sud »*, Paris, Ellipses Editions.
- Wacquant L. (2007) *Los condenados de la ciudad. Gueto, periferias y Estado*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores.
- Wacquant L. (2001) *Parias urbanos. Marginalidad en la ciudad a comienzos del milenio*, Buenos Aires, Ediciones Manantial.